

Production automatique et semaine de travail

François-Albert Angers

Volume 32, Number 2, July–September 1956

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002809ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002809ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Angers, F.-A. (1956). Production automatique et semaine de travail. *L'Actualité économique*, 32(2), 344–352. <https://doi.org/10.7202/1002809ar>

clairement que les taux d'intérêt élevés ne semblaient pas restreindre d'une façon sensible l'expansion des investissements.

Cette résistance de l'économie canadienne à la politique monétaire est due en partie à trois éléments:

a) La politique monétaire doit pouvoir s'adapter très flexiblement aux mouvements des capitaux américains; cela réduit largement son autonomie et parfois sa force.

b) Les instruments d'orientation ou de contrôle mis à la disposition de la Banque du Canada sont peu nombreux et de type classique.

c) Ces instruments n'ont plus tout à fait l'efficacité qu'ils avaient jadis, ou qu'ils gardent dans d'autres pays. Les mouvements des taux d'intérêt, par exemple, n'ont pas, dans une économie fortement expansionniste où les impôts sur les revenus sont élevés, leur effet passé. De même, l'*open market* perd de son efficacité, lorsque les titres de la dette publique représentent une proportion importante de l'actif des banques.

Plusieurs pays ont accru les pouvoirs de leur banque centrale depuis la dernière guerre. La politique monétaire suivie dans ces pays, au cours des quelques dernières années, doit être observée de près. Elle peut éventuellement permettre de donner à la politique monétaire canadienne une efficacité accrue.

Jacques PARIZEAU

**Production
automatique
et semaine
de travail**

La production automatique, dite *automation* aux États-Unis, est probablement le phénomène économique de l'heure qui provoque le plus de commentaires. On en parle comme s'il s'agissait de quelque chose de tout nouveau et qui serait appelé à bouleverser toutes nos habitudes de vie. Déjà dans cette revue, M. Pierre Harvey¹ a signalé qu'on en exagérait la signification et la portée, notamment en fonction de certains autres développements qui frappent moins l'attention et qui, pourtant, sont peut-être, à strictement parler, plus révolutionnaires. Après tout, le contrôle des machines par des machines, en vue d'aboutir à la production sans pratiquement d'intervention humaine en cours

1. Octobre-décembre 1955, *Automation et progrès technologique*, pp. 445-453, et plus spécialement pp. 447-448.

de fabrication, a déjà été prévu et annoncé par de nombreux essayistes, sociologues et économistes dès le dernier siècle. Et ces «prophètes» ne se prétendaient l'objet d'aucune révélation spirite; ils estimaient seulement qu'une fois commencée l'ère du remplacement de l'homme par la machine, il n'y avait pas de raison qu'elle s'arrêtât en chemin.

Dans le commentaire que nous venons de rappeler, M. Harvey a abordé quelques-uns des problèmes de main-d'œuvre soulevé par cette accélération du progrès technique et il a dégagé certains éléments de solution. Il a en quelque sorte mis l'opinion en garde contre le renouvellement d'attitudes comme celles qui ont été adoptées au cours du XIX^e siècle (anti-machinisme) ou au XX^e, sous l'effet de la crise de 1929 (économie de chômage permanent). La présence de ce dernier réflexe et d'un vague relent du premier s'est manifestée récemment dans certaines déclarations syndicales américaines portant qu'il y aurait maintenant lieu d'envisager la réduction de la semaine de travail à 30 heures. Le ton de la déclaration indiquait qu'il était en quelque sorte présupposé qu'autrement il n'y aurait plus assez de travail pour tout le monde. En même temps se trouvait indiquée l'orientation que prendra la politique syndicale face à l'automatisation des usines: demander la réduction de la semaine de travail avec maintien du salaire hebdomadaire (augmentation inversement proportionnelle du taux horaire), ou même plus probablement avec augmentation plus qu'inversement proportionnelle du taux horaire des salaires afin de permettre à l'ouvrier d'acquérir une partie des nouveaux accroissements de productivité. Or est-ce bien là une bonne solution?

La réponse qui peut être apportée à une telle question dépendra en fait de la nature des postulats normatifs dont chacun s'inspirera. Nous voulons pour notre part essayer de la formuler en retenant à la base l'idée même qui inspire vraisemblablement les tenants de la semaine de travail plus courte, à savoir que le chômage permanent d'une partie de la population n'est ni juste ni souhaitable, tant pour ceux qui chôment que pour ceux qui travaillent: d'où la nécessité d'une nouvelle répartition du travail si la quantité requise change. Il est ainsi supposé qu'au cas de certitude de pouvoir employer utilement les travailleurs 36 ou 40 heures par semaine, on se contenterait sur ce point (une fois réglé les problèmes

d'ajustement et de réadaptation soulevés par M. Harvey) de réclamer une augmentation du taux horaire des salaires.

Or les craintes qui étayent une telle attitude ne sont pas réellement fondées. Elles reposent sur certaines observations expérimentales mal interprétées. La vieille constatation de la mise à pied des hommes par l'introduction d'une machine n'y compte plus pour autant qu'autrefois, même si elle existe encore; le processus complexe des relations entre machine, travail et production est maintenant mieux connu, même dans les milieux ouvriers. Au cours des derniers trente ans, les écrits des réformateurs ont plutôt exalté les bienfaits de la machine et cherché ailleurs — notamment dans le maintien d'une trop longue semaine ou période de travail — la cause des déséquilibres qu'engendrerait le machinisme. Le travail trop long conduirait en somme à la surabondance des produits, à la crise et au chômage. (D'autres protestent que l'insuffisance de pouvoir d'achat est, au contraire, la cause de tout le mal, mais leur point de vue reste confiné à un petit nombre d'adeptes, généralement sans influence sur la direction des mouvements syndicaux, et autres du même genre.)

Même si ces derniers comprennent mal le comportement du problème, ils en ont une perception générale plus juste que celle des pessimistes de la surabondance. Si nous faisons abstraction, pour le moment, des surproductions partielles, qui existent à l'occasion et qui peuvent être à l'origine d'engorgements des marchés et génératrices de chômage, il tombe sous le sens commun que l'état de surabondance générale n'existe encore nulle part dans le monde. Même dans les pays les plus évolués, comme les États-Unis et le Canada, des besoins insatisfaits nombreux laissent de la place pour des augmentations considérables de la production, sans danger de surabondance véritable. Les seules conditions nécessaires au succès de l'opération tiennent dans l'harmonisation des quantités produites avec les besoins; et des mécanismes circulatoires également harmonisés pour rendre solvables les besoins que la production permet de satisfaire.

C'est d'ailleurs ici que nous nous dissociions des partisans de la théorie du pouvoir d'achat. Plusieurs d'entre eux affirment que l'insuffisance de production ne dépend que de l'insuffisance de pouvoir d'achat. En fait, pas un pays au monde n'est arrivé à un

état de productivité telle qu'il lui serait possible de satisfaire tous les désirs de toute la population. Les démonstrations au contraire sont fondées sur des exemples isolés et particuliers. Telle ou telle technique, dit-on, a une capacité qui permettrait en une semaine, ou un mois, etc., de satisfaire tous les besoins de tel pays, ou même de l'univers entier pour tel produit. Mais toutes les techniques n'ont pas ces rythmes. De plus, on ne fait état que du rendement quantitatif et du remplacement des ouvriers, sans tenir compte de toutes les énergies que cette technique nécessite, directement et indirectement, pour être mise sur pied et être maintenue en bon état de fonctionnement. L'économie dans son ensemble ne peut pas être jugée en fonction de pareils exemples.

Prenons le cas du Canada, qui est le second pays du monde par son standard de vie. Il montrait un revenu national brut de 25 milliards en 1955. Pour arriver là, il utilisait, à peu près à son maximum de capacité, sa main-d'œuvre et l'outillage disponible. Sans doute pourrait-on, sur un plan théorique, démontrer qu'un meilleur usage aurait pu être fait de la force de travail et des capitaux disponibles; mais en pratique, bien des obstacles s'y opposeraient qui ne seraient pas tous facilement surmontables, au moins à courte échéance. Ces 25 milliards correspondent grosso modo à la masse des biens que le peuple canadien a pu se partager pour déterminer son niveau de vie. Une partie de ces biens n'ont pas pu lui servir directement parce qu'ils doivent être créés pour servir de base à la production des biens d'utilité courante ou des services non personnels, telle l'administration publique. En définitive, la masse des biens disponibles pour fins de satisfactions personnelles s'est élevée à quelque 17 milliards (valeur des dépenses personnelles pour des marchandises et des services personnels), auxquels on peut ajouter 1.5 milliard utilisé à la construction de logements.

Ces 18.5 milliards représentent donc le maximum concret de ce que peut fournir l'économie canadienne. Ils correspondent au nombre d'articles d'alimentation, de vêtements, d'articles de ménage, d'automobiles, de postes de télévision, etc. qui ont été mis sur le marché canadien au cours de l'année; et si les quantités qui ont été produites dans tel ou tel cas avaient été plus grandes, il aurait fallu vraisemblablement qu'il y ait moins de production

dans d'autres domaines. Par ailleurs, les inventaires en fin d'année étaient considérés comme normaux; c'est-à-dire qu'il n'y avait pas vraiment, sur les tablettes des magasins, de stocks qui n'avaient pu être vendus faute de demande. La stabilité des prix de détail au cours de l'année démontre que la demande n'a été ni trop forte (auquel cas il y aurait eu hausse), ni trop faible (auquel cas il y aurait eu baisse), mais juste ce qu'il fallait pour faire correspondre la consommation aux possibilités de la production.

Or qu'est-ce que cela représente du point de vue niveau de vie? En supposant que ces 18.5 milliards seraient répartis également sur chaque tête de population, cela ne donnerait à chacun, comme niveau de vie, que ce que l'on peut acheter avec 1,233 dollars. On admettra que c'est loin d'être le pactole! La famille de cinq personnes ne compterait que sur un revenu net de 6,165 dollars, après le paiement des impôts et le prélèvement des épargnes nécessaires au fonctionnement de l'économie. Sans doute, beaucoup de familles seraient contentes de l'avoir, qui ne l'ont pas parce que l'inégalité des revenus fait que plusieurs ont plus, et même beaucoup plus, alors que beaucoup d'autres ont moins. Mais on admettra d'emblée que ce ne serait pas la grande vie; qu'il resterait encore beaucoup de désirs à satisfaire, auxquels correspondrait une demande sur les marchés si la productivité de notre économie permettait de fabriquer les biens qui y correspondraient. Comme, au surplus, une grosse moitié de la population est encore au-dessous de ce niveau de vie moyen des Canadiens, il reste évidemment encore d'énormes possibilités de production supplémentaire seulement pour pousser notre économie au point où elle pourrait fournir ce minimum à tous.

Nous avons donc besoin de l'augmentation de productivité qui résultera de l'automatisme, comme de toutes les autres formes de progrès techniques. Nous en avons besoin pour pouvoir donner à la masse le bien-être auquel tout le monde aspire aujourd'hui et qui est de plus en plus considéré comme un droit. Dans cette perspective, la réduction de la période de travail de chaque ouvrier viendrait, en somme, annuler une partie des gains que la nouvelle technique permettrait d'escompter. C'est d'ailleurs exactement ce qu'a produit la réduction de la semaine de travail concomitante aux progrès techniques au cours du XIX^e et de la première moitié du

XX^e siècle. Jean Fourastié en a esquissé le tableau, par rapport aux États-Unis, dans son ouvrage de la collection «Que Sais-Je?» intitulé *La civilisation de 1975*. L'augmentation du salaire horaire réel depuis le début du XIX^e siècle montre une amélioration du niveau de vie de l'ordre de 1 à 18. Cependant l'augmentation réelle sous forme de biens et services n'est que de l'ordre de 1 à 10. Le résidu de 8 est passé en loisirs et le volume des consommations s'est trouvé réduit d'autant. Si l'homme du XIX^e siècle avait continué de travailler 12 et 14 heures par jour, six jours par semaine, il aurait évidemment mis sur le marché une masse plus considérable de produits à distribuer, vraisemblablement à des prix plus bas et à l'avantage surtout de la partie la moins fortunée de la population¹.

Il ne s'agit pas de prétendre que les ouvriers du XIX^e siècle auraient dû continuer à travailler 12 et 14 heures par jour, six jours par semaine. Dans la première phase du développement économique, il y avait certes beaucoup à dire en faveur d'une politique visant à soulager l'effort onéreux de l'homme constamment rivé à la tâche du pain quotidien. En préférant se payer le dividende du

1. Nous remarquerons plus loin qu'il importe de mettre une réserve à cette affirmation. Dans la perspective que nous verrons, une certaine réduction de la semaine de travail pouvait être nécessaire afin qu'existe une demande suffisante pour stimuler la production. Nous n'oublions pas non plus que la réalisation de l'objectif prévu, aurait exigé que les contemporains modifiassent leur conception de la politique à suivre en matière de salaires. Une attitude de blocage systématique de tous les salaires qui ne sont pas commandés par la rareté de l'offre de travail peut conduire à un *deadlock*. Elle oriente la demande, et par elle les forces de production, vers la satisfaction des besoins de luxe des *happy few* plutôt qu'en fonction d'une élévation du niveau de vie des masses (et l'on comprend alors que l'ouvrier préfère des loisirs à du travail conduisant à de tels résultats). Par ailleurs, ces quelques privilégiés seront portés à épargner une proportion croissante de leurs revenus, alors que les seules industries destinées à satisfaire leurs caprices de gens sursatisfaits et blasés pourront bien ne pas suffire à absorber tous les placements qu'ils voudront faire.

Cette situation elle-même comporte d'ailleurs les éléments d'un déblocage éventuel, qui ne s'effectuera pas nécessairement toutefois sans difficultés conjoncturelles. C'est un fait qu'en dépit du comportement psychologique du patronat à cette époque, le salaire réel de tous n'en a pas moins sans cesse crû. Les mêmes forces auraient joué pour qu'une production plus grande profitât au moins en partie à tous, comme ça été le cas pour les accroissements réalisés.

Ce sont d'ailleurs des circonstances historiques d'un type exceptionnel qui expliquent que, pendant longtemps, le dilemme d'une politique de bas salaire joint à une politique de production de masse n'ait pas fait réfléchir le patronat. La position unique des premiers capitalistes les mettaient en face d'une clientèle de riches à l'échelle du monde entier, alors qu'ils étaient, comme à tous les débuts, relativement peu nombreux pour faire face à un potentiel de demande déjà immense. Les premiers entrepreneurs anglais n'avaient donc pas besoin du marché de leurs ouvriers pour disposer d'une masse croissante de produits. Cela explique la tragédie sociale de l'économie anglaise aux dix-neuvième siècle, où les avantages du progrès technique pour la masse, tels que nous les voyons aujourd'hui et qu'ils se déduisent d'un raisonnement assez simple, n'ont guère été une réalité. Les bas salaires, dans ce type de marché, était réellement une condition de meilleurs profits sans danger pour l'équilibre conjoncturel de l'économie. Ford verra les choses tout différemment justement parce que, vers 1925-1930, sa position n'était plus du tout la même. Les difficultés qu'il rencontrera alors à se faire comprendre des autres hommes d'affaires proviendront en bonne partie de la tradition patronale anglaise du XIX^e siècle, qui nous paraît aujourd'hui à courte vue, mais qui avait tout de même fait la prospérité de plusieurs générations d'entrepreneurs dans les conditions propres à l'économie du XIX^e siècle.

progrès technique sous forme d'allègement de ses tâches serviles, plutôt que sous forme d'un accroissement plus grand de la somme des biens matériels, l'homme a fait instinctivement un choix spiritualiste. De plus, dans une mesure plus difficile à déterminer, la réduction du temps de travail devient en quelque sorte une nécessité avec l'accroissement des biens mis à la disposition du consommateur. Ce n'est pas tout de fournir aux acheteurs éventuels le pouvoir d'achat nécessaire pour racheter la production; outre l'argent, le consommateur a besoin de temps pour pouvoir dépenser. Il est quand même évident qu'avec moins de travail, moins d'outillage a pu être fabriqué ou utilisé, et moins de biens ont été produits.

L'objection que le profane et certains types d'économistes ne manquent pas ici de soulever, ayant à l'esprit les temps de crises économiques, c'est que l'affirmation qui précède est bien théorique puisqu'en fait notre économie n'arrive même pas à distribuer tout ce qui se produit actuellement. C'est un argument bien fragile, quoique difficile à déraciner de l'esprit du profane parce que l'explication du fait demande qu'on s'élève à un certain niveau d'abstraction. Pour prendre un exemple simple, c'est comme si un mécanicien ou un ingénieur soutenaient qu'il n'est pas possible ou désirable de construire des machines plus puissantes parce que les machines actuelles se détraquent de temps à autre. Le phénomène de la mévente générale des biens n'a pas plus à faire fondamentalement avec la puissance ou la dimension des économies, que celui du bris accidentel de machine avec la possibilité de faire progresser la technique de puissance des moteurs. Il est du même ordre accidentel que les cassures mécaniques, qui arrêtent les machines de fonctionner comme les crises économiques paralysent l'économie pour un temps. Si l'argument avait quelque fond de vérité, nous n'aurions pas eu, au cours du XIX^e et du début du XX^e siècle, la croissance économique que nous avons connue. Il y a eu des crises à travers tout le XIX^e siècle, et non seulement à partir du moment où les machines eurent atteint le niveau de productivité qui, selon les partisans des théories de la surproduction ou de l'insuffisance du pouvoir d'achat, rendrait la croissance impossible dans notre système économique actuel.

Tout le problème soulevé par un accroissement considérable de production rendu possible par des techniques nouvelles se situe donc dans l'harmonisation de la croissance, non pas dans une sorte de malthusianisme économique de la réduction du travail en vue d'éviter un soi-disant danger de surproduction. La réaction qui consiste à vouloir raccourcir encore la semaine de travail parce que l'automatisme risquerait de nous lancer dans une crise de chômage et de surproduction n'est donc pas bonne. Elle ne serait admissible qu'à titre temporaire, pour faciliter certains ajustements de croissance; mais chacun sait que ce genre de changement, surtout dans le climat social et politique actuel, prend une valeur institutionnelle qui le rend ensuite pendant longtemps irréversible. S'il doit être retenu, c'est en fonction d'autres critères: nécessité de réduire encore le fardeau du travail qui pèse sur l'homme; nécessité de donner plus de temps aux loisirs et à la consommation afin de permettre l'écoulement de la production accrue. Mais en ayant bien conscience que l'option pour une semaine de travail plus courte signifie moins de biens disponibles pour la masse des gagnepetit, car c'est toujours sur eux que retombent en définitive toutes les politiques économiques malthusiennes.

Personnellement, il me paraît que la lourdeur des tâches humaines, à 5 jours de 8 heures de travail par semaine, ou à fortiori à 5 jours de 7 heures, est bien suffisamment allégée pour que nous songions à utiliser le progrès technique plutôt en vue d'améliorer le plus rapidement possible la condition de tous ceux qui n'ont pas atteint encore l'état correspondant à ce qu'on peut appeler le niveau moyen du confort. Cela suppose d'ailleurs de nouveaux progrès généraux qui auront, dans vingt-cinq ans, élevé le niveau moyen du confort à un point qui sera de nouveau recherché comme une sorte de nécessité par l'ensemble de la population. Et puis, la généralisation de la semaine de 40 ou de 36 heures signifiera déjà assez du point de vue restrictif sans l'introduction de la semaine de 30 heures; car la semaine de 36 heures surtout est loin d'être un fait général, et la semaine de 44 heures est encore la règle dans beaucoup d'industries.

À partir du moment où la politique économique et sociale s'orienterait plus résolument vers une amélioration du niveau de vie des masses, le problème du temps nécessaire au consommateur

pour pouvoir dépenser ne se poserait guère lui non plus. Dans l'état actuel de l'organisation du travail, l'expérience nous montre que les temps disponibles pour la dépense sont suffisamment longs pour permettre à ceux qui en ont le moyen de se donner un haut niveau de consommation. La situation réelle des autres, c'est qu'ils disposent de loisirs qu'ils ne peuvent pas utiliser à la dépense parce qu'ils n'en ont pas le moyen. Tous ceux de cette catégorie qui sont quelque peu actifs consacrent d'ailleurs une partie de ces temps réguliers de loisirs à gagner des revenus supplémentaires pour pouvoir dépenser plus dans les temps libres qui leur resteront ensuite. Ils ne se plaindraient donc pas qu'une augmentation de la productivité rendit possible de porter le niveau de leur salaire régulier à un point où ils se trouveraient dispensés de faire des heures supplémentaires de travail.

Pour le dire franc et net, j'estime donc que ce serait une erreur sociale que de vouloir limiter les effets productifs du progrès technique en réduisant encore la semaine de travail. Il faut espérer que le monde syndical en prendra conscience assez vite pour reviser ses positions actuelles.

François-Albert ANGERS

